

Au nom de la mondialisation

Trahison de la haute fonction publique

Soumission aux traités européens et internationaux

Abandon de la souveraineté monétaire et budgétaire

Pleins pouvoirs donnés à une oligarchie transnationale

Financiarisation de l'économie au profit des banques

Privatisation des actifs stratégiques et rentables de l'État

Ouverture des frontières à une concurrence déloyale

Réintégration dans le commandement de l'OTAN

Démantèlement du programme social et de tous les acquis

Disparités salariales croissantes et précarisation de l'emploi

Évasion fiscale à grande échelle et spéculation immobilière

Record des dividendes versés aux actionnaires du CAC 40

Répartition arbitraire des impôts et taxes

Délocalisations et chômage de masse

Fermeture des services publics et exode rural

Tiers-mondisation des classes les plus fragiles

Mise en avant du sociétal pour mieux éluder la question sociale

Communautarismes encouragés au détriment de la cohésion

Éducation à deux vitesses confortant la domination des élites

Vie politique minée par l'affairisme, les réseaux et le clientélisme

Restriction de la liberté d'expression et surveillance généralisée

Répression policière et judiciaire au mépris de la séparation des pouvoirs

Connivence des médias, du monde du spectacle et des corps intermédiaires

Persécution des lanceurs d'alerte qui dénoncent la corruption de nos institutions

Le gouvernement a délibérément choisi la surenchère dans la violence pour s'assurer que les forces de l'ordre ne fraternisent pas avec le plus grand mouvement de contestation de

ces cinquantes dernières années

Ne soyez pas dupes : rejoignez-nous

Depuis le 1er janvier 47 policiers nationaux, 7 policiers municipaux et 10 gendarmes se sont donnés la mort
Depuis le 13 novembre 1 décès, 314 blessures à la tête, 24 éborgnés, 5 mains arrachées parmi les gilets jaunes